

LES NAXALITES: LA PLUS GRANDE DES GUÉRILLAS DANS LA PLUS GRANDE DES DÉMOCRATIES

Une guérilla comptant des dizaines de milliers de membres dans « la plus grande démocratie du monde » ? Loin des représentations courantes du miracle du développement indien, la violence de la « modernisation », notamment dans les campagnes, et la brutalisation des rapports sociaux qu'elle a induite ont relancé de façon spectaculaire le mouvement maoïste des « naxalites », pourtant en déclin à la fin des années 1970. Par **DANIEL SÜRI***

* Daniel Süri est politologue et traducteur, membre de la rédaction du bimensuel suisse *SolidaritéS*.

« L'Inde n'est pas seulement une société de classes brutale. C'est aussi un pays où les gens paupérisés et dépouillés de leurs droits ne sont absolument pas prêts à accepter leur sort en silence, mais où ils tentent au contraire de se défendre par tous les moyens à leur disposition. »

En 2006, le premier ministre indien Manmohan Singh décrivait le naxalisme comme « *la plus grave menace pesant sur la sécurité intérieure de l'Inde* ». Mais en Europe, le mouvement est méconnu : il est pourtant présent, le plus souvent armé, des frontières himalayennes jusqu'au Karnataka. Ses activités touchent aussi bien le Bihar que le Bengale-Occidental, le Jharkhand, l'Orissa, le Chhattisgarh que le Maharashtra et l'Andhra Pradesh, voire le Tamil Nadu. Désignant généralement le courant indien du maoïsme, le « naxalisme » doit son nom à une insurrection paysanne ayant eu lieu autour de la localité de Naxalbari (voir encadré). Les États les plus concernés par cette guérilla maoïste forment le « corridor rouge », comme l'appelle la presse. Selon les estimations, qu'il faut néanmoins prendre avec précaution, les naxalites compteraient 20 000 combattant-e-s et 40 000 « cadres » permanents¹. En comparaison, on rappellera que les insurgés indépendantistes du Cachemire n'étaient que 3 000.

Une société de classes brutale

Pour comprendre cette guerre civile qui ne dit pas son nom, il faut rompre avec les stéréotypes concernant la « plus grande démocratie du monde », comme aime à se présenter la *shining India*, l'Inde étincelante (pour reprendre le slogan électoral de la droite nationaliste en 2004). Lutz Getzschmann, spécialiste du mouvement naxalite, le réinscrit dans le contexte de la modernisation de l'Inde et des révoltes agraires qui l'accompagnent : « *L'Inde n'est pas seulement une société de classes brutale. C'est aussi un pays où les gens paupérisés et dépouillés de leurs droits ne sont absolument pas prêts à accepter leur sort en silence, mais où ils tentent au contraire de se défendre par tous les moyens à leur disposition. C'est donc une société marquée par d'importants conflits. La plupart de ces mouvements de résistance sont pacifiques, même s'ils subissent le plus souvent les brimades et les tentatives de criminalisation des gouvernants*² ».

Brutalité plus ou moins ouverte des rapports sociaux et volonté de résistance sont deux paramètres fondamentaux pour comprendre comment, alors qu'il était au bord de la déroute au début des années 1970, le naxalisme a pu redevenir une

menace pour l'Union indienne. L'erreur serait d'y voir une survivance archaïque. Car ce sont au contraire les répercussions de la « révolution verte » et l'intégration progressive de l'Inde dans le marché mondial qui ont favorisé la pérennité du naxalisme³. Dans les régions traditionnellement agricoles, où dominait une agriculture de subsistance, la mise en place d'une production destinée à un marché régional, national, voire international, entraîne un accroissement des couches et classes sociales intermédiaires (marchands, prêteurs, etc.). La différenciation sociale qui en résulte au sein de la paysannerie ébranle l'ancien système de domination, qui reposait encore largement sur l'organisation en castes. Un auteur indien, B. N. Prasad, résume ainsi cette évolution, qui induit la prolétarisation des classes agraires inférieures : « *Le développement capitaliste affaiblit la position des anciennes castes dominantes, tandis que les castes moyennes consolident leur position. Au même moment, cependant, une polarisation se met en place au sein des castes intermédiaires. Seule une petite partie de leurs membres parvient à un certain degré de bien-être, tandis que la majorité est paupérisée et prolétarisée. Bien que le processus de paupérisation concerne toutes les castes, il est plus aigu dans le cas des scheduled castes [« castes répertoriées », ou intouchables] et des scheduled tribes [« tribus répertoriées », les populations autochtones] ainsi que des backward castes [autres castes défavorisées, dites « arriérées »] et des communautés tribales qui en font partie*⁴. » Accaparement des terres, endettement irréductible, suicides de petits paysans par centaines de milliers témoignent de ce développement critique.

La modernisation de l'Inde des six cent mille villages n'a pas pour effet de réduire les castes à une survivance du passé, utilisée pour diviser le prolétariat, contrairement à ce que supposait traditionnellement le communisme indien. Par certains côtés, elle leur a à l'inverse donné une nouvelle vitalité. En principe, la Constitution indienne interdit les discriminations et donc notamment celles qui reposent sur la catégorie d'intouchables [dalit]. Toutefois, elle n'abolit pas les castes, censées ne pas exister. Au vu de l'échec social patent de cette politique de déni, une série



de lois a instauré une discrimination positive pour les castes et catégories de la population inférieures comme les *dalit* et les *adivasi*, à travers une politique de quota. Les membres de ces catégories peuvent donc avoir intérêt à faire valoir leur statut. Ce phénomène, que Raphaël Gutmann appelle la «*castéisation*⁵», a également un versant politique, puisqu'il a amené au pouvoir des politiciennes populistes comme Mamata Banerjee au Bengale-Occidental ou encore Mayawati Kumati en Uttar Pradesh. Cette revendication d'une identité collective heurte le discours officiel postcolonial de la modernité indienne, qui prétend transcender les identités segmentaires comme les castes.

Dans un contexte où les basses classes et les castes en général cessent de baisser la tête et obtiennent des espaces d'expression politique, le naxalisme a pu se construire comme une «*entreprise de défense des pauvres*⁶», voire comme un levier pour obtenir l'application de la législation en vigueur. Cet aspect légaliste de l'action des naxalites est bien présenté par un auteur pourtant favorable à une politique sécuritaire: «*Les naxalites ont réussi à obtenir des acquis concrets significatifs dans certains domaines, par exemple l'arrêt de pratiques féodales et d'oppression sociale, la confiscation et la redistribution de terres non cultivées en excédent, la garantie pour les dalit d'accéder aussi aux institutions publiques villageoises, l'obligation de verser des salaires plus*

*élevés aux travailleurs et travailleuses agricoles. Ils ont battu en brèche le pouvoir sans limites des propriétaires fonciers, des usuriers et des patrons employant des travailleurs précaires et protégé les populations pauvres des brimades et du harcèlement des fonctionnaires forestiers et de la police. Ils ont élevé la conscience politique et accru le pouvoir des pauvres dans les régions rurales. La lutte contre la misère par le versement effectif du salaire minimum légal dans certaines parties de l'Andhra Pradesh est une conquête tout à fait compatible avec la Constitution indienne*⁷.» Dans cette situation, si l'État réprime, la lutte armée apparaît alors comme un recours légitime. C'est en remplissant cette fonction fondamentale que le maoïsme indien, malgré ses luttes intestines, souvent meurtrières, et en dépit de ses failles (clientélisme ici, compromissions là), a été capable de se relancer.

Industrie d'extraction et grands barrages

Après les campagnes, les forêts: aux effets du capitalisme dans l'agriculture s'est combinée la politique gouvernementale de promotion de l'industrialisation du pays – en particulier par le biais de l'industrie d'extraction. C'est tout un nouveau champ de conflits qui s'est ouvert là. Avec l'aide des États de l'Union ou du gouvernement fédéral, le capitalisme indien a ouvert grand la porte aux consortiums étrangers et aux coentreprises. Les grands barrages

nécessaires à ce « développement » chassent les habitant-e-s de leur terres – rappelons que l'Inde compte entre 30 et 40 millions de personnes déplacées –, tandis qu'une bonne partie des ressources recherchées (minerais et charbon) se trouvent dans les forêts du pays, où vivent les *adivasi*.

Malgré une loi reconnaissant aux *adivasi* un contrôle sur les ressources forestières secondaires (comme les feuilles de *tendu* utilisées pour la fabrication des *bidees*, les cigarettes indiennes, ou le bambou et les fleurs de *mahua*, dont on tire l'alcool traditionnel), ils font régulièrement l'objet de harcèlement de la part de l'administration forestière, plus soucieuse de son cadastre que de la propriété collective des *adivasi*. Comme les communautés *adivasi* ont leur propre tradition de lutte (chez les Santhals ou les Murias par exemple), on peut comprendre leur soutien aux naxalites armés. Là où ils sont présents, le prix des feuilles de *tendu* double.

La question des relations entre les naxalites et les communautés dans lesquelles ils s'implantent est largement débattue. Dans son panorama de la littérature récente consacrée aux naxalites, John Harriss place en regard deux citations, l'une de G. Navlakha décrivant une rébellion légitime de gens qui se battent pour sauver leurs terres, l'autre, de D. Simeon (un ancien naxalite), accusant le mouvement naxalite d'imposture et lui reprochant de poursuivre ses propres objectifs⁸. L'écrivaine et altermondialiste Arundathi Roy, quant à elle, ne conteste pas la relation d'identification entre les populations tribales

et les naxalites. Elle réfute avec vigueur la « théorie du sandwich », selon laquelle les communautés seraient prises en étau, impuissantes, entre les forces de répression et les naxalites⁹. Lutz Getzschmann dresse plutôt le tableau d'une congruence entre les deux parties, qui ont l'une et l'autre intérêt à la collaboration. Ce qui, reconnaît-il, n'exclut pas que cette collaboration puisse parfois conduire à des heurts, par exemple lorsque la politique égalitaire des naxalites vient buter contre les hiérarchies sociales de ces communautés. Ces contradictions et ces difficultés expliqueraient partiellement l'embrigadement de certains aborigènes dans les milices antinaxalites. Il rappelle que la milice *Salwa Judum*, dans le Chhattisgarh, est née de l'affrontement entre maoïstes et *adivasi*, les premiers bloquant le développement d'une infrastructure publique que les seconds estimaient au contraire nécessaire. Ailleurs, toutefois, ces milices sont la création directe des propriétaires terriens, comme la *Ranvir Sena* du Bihar, qui multiplie les enlèvements, les assassinats et les viols.

La « Chasse verte »

Ni les gouvernements des États ni le gouvernement central de l'Union ne sont restés sans réagir devant l'emprise croissante du naxalisme dans les campagnes et les forêts. Outre des tentatives de mise en place de milices locales chargées d'interdire l'accès des villages aux naxalites, une vaste opération militaro-policière a été lancée dans cinq États il y a de cela plusieurs années. Menée par le ministre

EXTRAIT MODERNISATION, BRUTALISATION DES RAPPORTS SOCIAUX ET ESSOR DU NAXALISME

La vieille classe des propriétaires fonciers, majoritairement brahmane, perd de plus en plus son pouvoir et se trouve contestée par une nouvelle classe moyenne rurale, qui se recrute pour l'essentiel parmi les grandes castes moyennes et ne cesse d'accroître son emprise sur la terre et le pouvoir politique. Ce processus s'accompagne de violences contre les petits paysans, les métayers et les travailleurs agricoles, prolétarisés, mis sous pression et souvent tenus à l'écart par la hiérarchie sociale – à ce jour à peine contestée – du système des castes. Cette violence nourrit une contre-violence des classes et castes dominées et économiquement exploitées, qui utilisent, entre autres, les maoïstes comme un contre-pouvoir armé, de la même manière que ceux-ci en retour s'appuient sur ces prolétarisés, devenus base sociale de leur processus de développement

politique. À côté de ce scénario, qui vaut, par exemple, au Bihar et en Andhra Pradesh, où se joue une lutte pour l'hégémonie entre castes et groupes sociaux, les uns sur le déclin, d'autres en ascension, et les troisièmes opprimés et en lutte pour la dignité et l'émancipation, on observe des configurations différentes dans d'autres régions de l'Inde. Ainsi dans le Jharkhand, l'Orissa et le Chhattisgarh, où une forte proportion de la population, celle des *adivasi*, n'est pas ou peu intégrée dans le système hindouiste des castes tout en faisant l'objet d'une discrimination raciste. Là, ces groupes sociaux, fondamentalement menacés dans leur droit à la terre et dans leurs moyens d'existence par des projets miniers et de construction de barrages, ne voient pas d'autre moyen de lutter contre leur dépossession et leur expulsion que la lutte armée et l'alliance avec les naxalites.

[...] Les classes agraires inférieures se révoltent rarement en Inde dans le cadre des structures de l'autonomie villageoise, même quand elles sont répressives, tant que les mécanismes d'intégration et d'incorporation du système des castes et des classes de la société rurale fonctionnent. Ce n'est que là où le processus économique de modernisation, lié à une brutalisation des relations sociales, vient brider ces possibilités d'intégration que des formes de résistance armée peuvent se développer, lorsque les tentatives des groupes concernés (surtout les *dalit* et les *adivasi*) pour développer leurs propres formes d'expression politique institutionnelle, basées sur des revendications de participation et de reconnaissance sociales, sont violemment étouffées.

Lutz Getzschmann, *Indien und die Naxaliten. Agrarrevolten und kapitalistische Modernisierung*, Cologne, Neuer ISP Verlag, 2011, p. 393 et suiv. (notre traduction).

de l'Intérieur, ancien dirigeant du groupe minier Vedanta, l'opération « Chasse verte » (*Green Hunt*) mobilise des dizaines de milliers d'hommes armés, provenant de différents corps d'armes, des gardes-frontières aux troupes spéciales en passant par la police militaire, les commandos et des supplétifs locaux (les SPO, *special police officers*).

Si l'éradication promise du mouvement naxalite se fait toujours attendre, la « chasse verte » a permis la centralisation d'une série de pouvoirs au niveau du ministère de l'Intérieur. Surtout, elle a été l'occasion d'un déchaînement de violence inouïe contre les populations civiles. L'opération recourt à la tactique des « hameaux stratégiques », de sinistre mémoire. Conçue par le général Briggs lors de la lutte des Britanniques contre les communistes malais (1950), elle fut remise au goût du jour par les Américains au Vietnam. Elle implique le regroupement forcé des populations dans des camps, ceux qui refusent de s'y rendre étant considérés comme des « maoïstes ». Ce sont non seulement ces populations qui sont les véritables victimes de l'opération, mais aussi tous ceux et toutes celles qui défendent les droits humains face aux forces de répression – même s'il ne s'agit bien sûr pas de taire les exactions des naxalites. Les cas les plus médiatisés de cette répression ont été ceux du pédiatre Binayak Sen et d'Arun Ferreira. Anand Teltumbde, le militant des droits humains qui rapporte leur calvaire, évoque tous les « autres anonymes » qui ont subi le même traitement (jusqu'à la torture) dans le silence de l'opinion publique. Il souligne que les détentions illégales prolongées sont devenues le *modus operandi* de la police, qui peut ainsi s'en prendre à qui elle veut. L'accusation de « maoïsme », dépourvue de contenu légal, est alors un prétexte commode¹⁰.

Problèmes stratégiques

Malgré l'énorme dispositif paramilitaire de la répression, qui compte jusqu'à 1,4 millions d'hommes et ressemble fort à une armée intérieure, rien n'indique que les forces naxalites seront mises en déroute. L'histoire a déjà montré leurs capacités de résistance. Elles continueront donc à exprimer, sous différentes formes, la volonté d'émancipation des classes rurales inférieures. Mais cette guerre de position dans les campagnes et les forêts ne permet pas d'enclencher le mouvement qui reste au cœur de la stratégie maoïste : l'encerclement des villes par les campagnes. Non seulement aucune cité indienne importante n'a jamais été emportée par la révolution naxalite, mais l'évolution socio-économique actuelle, caractérisée par le déplacement massif des populations rurales vers les villes et par l'urbanisation galopante qui en résulte, ne va pas dans ce sens. Elle rend caduque la conception naxalite du travail politique dans les villes, dans laquelle la population urbaine, principalement estudiantine d'ailleurs, est avant tout considérée comme un vivier de recrutement pour la lutte à la campagne. Le développement d'un immense secteur économique informel,

englobant près de 60 % de la main-d'œuvre, pose des questions d'organisation urgentes ; son poids économique rend anachronique la conception de l'Inde comme une société semi-féodale comme il invalide son corollaire : la subordination de la lutte dans les villes à la révolution agraire.

Ces contradictions, une organisation naxalite semble les avoir perçues et tente d'y répondre. Le PCI (ML) Liberation, présent dans le Bihar et le Jharkhand, continue de se revendiquer du naxalisme tout en mettant sur pied des actions de masse légales quoique radicales, et se présente désormais aux élections. Sortie de la clandestinité, l'organisation conserve une aile armée qui se consacre désormais à l'autodéfense du mouvement, de ses actions et de ses membres.

Il y a là un signe de rupture non seulement avec un maoïsme figé – le PCI (ML) Liberation récuse d'ailleurs l'appellation – mais peut-être aussi avec un travers important du naxalisme. Étant donné le rôle de l'appareil militaire dans une lutte de guérilla et en raison de l'idée selon laquelle les unités militaires agissent « au nom des masses », la tentation de se substituer à ces masses est permanente. En Inde, elle se double d'un certain paternalisme à l'égard des basses castes et des *adivasi*. Les cadres du mouvement communiste – qu'il soit légal et historique ou maoïste – sont très souvent issus des hautes castes cultivées. L'avant-gardisme peut alors servir de paravent à la reproduction d'une distance sociale peu compatible avec l'égalitarisme affiché.

Fruit de la modernisation des campagnes indiennes et de l'insertion du sous-continent dans la mondialisation, le naxalisme n'est pas une survivance anachronique ; il est partie prenante de la modernité de l'Inde. L'histoire dira jusqu'où et jusqu'à quand.

NOTES

- 1. Chiffres de Valérie Fernando, « La politique de développement indienne aux prises avec le naxalisme », <http://base.d-p-h.info/en/fiches/dph/fiche-dph-8008.html>. Dans le numéro de juin 2010 de la revue *Tout est à nous*, Christine Schneider avance les chiffres de 20 000 cadres et de centaines de milliers de sympathisants.
- 2. Lutz Getzschmann, *Indien und die Naxaliten. Aggrarevolten und kapitalistische Modernisierung*, Cologne, Neuer ISP Verlag, 2011, p. 20. Pour ne pas alourdir l'appareil critique, seules les autres sources seront désormais citées, l'ouvrage de Getzschmann faisant office de référence.
- 3. Dans leur article « Agriculture indienne en crise : accaparement des terres et insécurité alimentaire », *Alternatives Sud*, dossier « L'Inde, une modernité controversée », vol. 18, n° 3, 2011, Praveen Jha, Shalini Mahajan et Nilachala Acharya rappellent que « plusieurs études et rapports officiels reconnaissent que le problème de l'extrémisme de gauche est profondément enraciné dans les disparités socio-économiques qui touchent les zones éloignées et tribales » (p. 107).
- 4. B. N. Prasad, *Radicalism and Violence in Agrarian Structure: The Maoist Movement in Bihar*, New Delhi, Manak Publications, 2002, p. 52 (cité par Lutz Getzschmann)
- 5. *L'Humanité*, 18 mai 2011. Raphaël Gutmann est l'auteur de *Entre classes et castes. Les communistes indiens face à la politisation des basses castes*, Paris, L'Harmattan, 2010. Sur cette question, on consultera aussi Satish Desphande, « Castes et inégalités sociales dans l'Inde contemporaine. Un impensé des sciences sociales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 160, 2005/5, p. 98-116.
- 6. L'expression est de Joël Cabalion, « Maoïsme et lutte armée en Inde contemporaine », *La Vie des idées*, 2011, www.laviedesidees.fr.
- 7. K. S. Subramanian, *Political Violence and the Police in India*, New Delhi Sage Publications, 2007, p. 237 (cité par L. Getzschmann).
- 8. John Harris, « The Naxalite/Maoist Movement in India : A Review of Recent Literature », document de travail ISAS, Singapour, juillet 2010.
- 9. « Ma marche avec les camarades », une quarantaine de pages non numérotées dont on peut lire la traduction ici : <http://www.secoursrouge.org/Arundathi-Roy>. L'écrivaine s'est rendue célèbre par son ouvrage *Le Dieu des petits riens*.
- 10. « Don't cry for them India », *Economic and Political Weekly*, 4 février 2012. Le titre de l'article fait évidemment allusion à la chanson *Don't cry for me Argentina*, de Madonna.